

**Documents à retourner paraphés
sur chaque page par le souscripteur**

En paraphant ces documents, le souscripteur atteste qu'il en a pris connaissance et en approuve le contenu.

ORYOM16E8
SNC au capital de 2 €uros
C/o PHALSBURG GESTION
ZFU Dillon
4, rue Georges EUCHARIS
97200 FORT DE FRANCE
MARTINIQUE

Statuts

Les soussignées :

- La Société dénommée **PHALSBURG GESTION**, Société par Actions Simplifiée, au capital de 1.945.000 €uros, dont le siège social est situé à ASNIERES SUR SEINE (Hauts-de-Seine), 99, Quai du Docteur Dervaux, ayant un établissement secondaire à FORT DE FRANCE (97200), ZFU Dillon, 4, rue Georges EUCHARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 403 261 753, représentée par sa Présidente, la Société STAR INVEST, Société par Actions Simplifiée au capital de 2 299 000 €uros, dont le siège social est situé à ASNIERES SUR SEINE (Hauts-de-Seine), 99, Quai du Docteur Dervaux immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro B 440 153 047, représentée par Monsieur Philippe de FRANCIOSI dûment habilité aux fins des présentes, selon les termes d'une délégation de pouvoirs dont la copie est ci-annexée reçue du Président de la Société STAR INVEST, Monsieur Laurent GHELFI,

- La Société dénommée **ORYOM**, Société A Responsabilité Limitée, au capital de 100 000 €uros, dont le siège social est situé à ASNIERES SUR SEINE (Hauts-de-Seine), 99, Quai du Docteur Dervaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 481 941 649, représentée par Monsieur Philippe de FRANCIOSI dûment habilité aux fins des présentes, selon les termes d'une délégation de pouvoirs dont la copie est ci-annexée reçue du Gérant de la Société ORYOM, Monsieur Laurent GHELFI,

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société en nom collectif devant exister entre elles.

1 Forme de la société :

La société revêt la forme d'une Société en Nom collectif. Elle est régie par les présents statuts et par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir, applicables à cette forme sociale.

2 Objet social :

La société a pour objet social :

- D'acquérir tous biens meubles (matériels, engins ou véhicules) ou immeubles, destinés à l'industrie ou à tout autre secteur d'activité éligible aux dispositions des articles 199 undecies B et 217 undecies du Code Général des Impôts, précision étant faite que les biens pourront être grevés de garanties (gage, nantissement, hypothèque..) déjà données ou à donner dans le cadre d'un crédit octroyé par toute banque, et accompagnées des délégations d'assurance à son profit,
- D'accorder toute garantie (gage, nantissement, hypothèque..) visant à permettre l'acquisition de ces biens,
- D'exploiter ces biens ou les donner en location,
- Et plus généralement entreprendre ou conclure toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et d'en permettre le dénouement.

3 Dénomination sociale :

La dénomination sociale de la société est **ORYOM16E8**.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement, en caractères lisibles, des mots "Société en Nom Collectif" ou des lettres "SNC" et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, ainsi que la ville où se trouve le greffe du Tribunal où la Société est immatriculée.

4 Siège social :

Le siège social de la société est situé au 4, rue Georges EUCHARIS (ZFU Dillon), C/o PHALSBURG GESTION, à FORT DE FRANCE (97200) (MARTINIQUE).

Il peut être transféré en tout autre endroit du Territoire National, par simple décision de la gérance, sous réserve d'une ratification par l'assemblée générale des associés la plus proche.

5 Durée de la société :

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de sa date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.



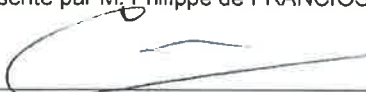



6	Exercice social : L'exercice social de la société commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice social qui débute lors de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés sera clos le 31/12/2016 et aura une durée inférieure à 12 mois.
7	Apports : Lors de la constitution de la société en date du 13/01/2016 en numéraire : - par la société PHALSBURG GESTION pour la somme de 1 Euro - par la société ORYOM pour la somme de 1 Euro Total composant le capital social 2 Euros
8	Capital social : Le capital social de la société est fixé à la somme de 2 Euros et divisé en 2 parts sociales de 1 Euro chacune attribuées aux associés en proportion de leurs apports, soit : - à la société PHALSBURG GESTION concurrence de : 1 part n°1 - à la société ORYOM concurrence de : 1 part n°2 Total égal au nombre de parts composant le capital social 2 parts
9	Avances en compte courant : Les associés (fondateurs ou futurs) pourront, sur demande de la gérance, verser des avances en comptes courant dans les comptes de la société à l'effet de financer partie du prix des biens que la société à l'objet d'acquérir. Ces avances en compte courant ne seront pas productives d'intérêt. Elles seront réputées non remboursables pendant la durée de vie de la société sauf sur décision de la gérance. Par ailleurs, chaque associé, constituant de ces avances, renonce irrévocablement et expressément à toute poursuite individuelle contre les autres associés présents ou futurs de la société, au titre de leur remboursement et accepte que seul le patrimoine social réponde d'un éventuel remboursement desdites avances.
10	Gérance : Les fonctions d'un gérant cessent par sa démission, qui prend effet dans les deux mois de l'envoi d'une notification à chaque autre associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En accord avec l'intéressé, les autres associés peuvent réduire ce délai. En aucun cas, la démission d'un gérant associé ne met fin à la société, à moins que les autres associés ne décident la dissolution à l'unanimité. Le gérant n'est tenu de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales. Dans les rapports avec les associés, le gérant détient les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social. La rémunération de la gérance est fixée par une décision des associés dans les conditions de majorité indiquées à l'article 13 des présents statuts. La Société PHALSBURG GESTION, associée est désignée aux fonctions de gérant pour une durée illimitée.
11	Parts sociales : Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. La cession de parts sociales entre vifs devra être constatée par écrit et s'effectuera dans les conditions légales et réglementaires. En cas de décès de l'un des associés, la société n'est pas dissoute, elle continue entre les associés survivants et, sauf s'ils sont mineurs non émancipés, les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants. Lesdits héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans le mois du décès par la production d'une expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout notaire la délivrance d'extraits ou d'expéditions de tous actes établissant ladite qualité.
12	Liquidation judiciaire, interdiction ou incapacité d'un associé : Si un jugement de liquidation ou arrêtant un plan de cession totale, une mesure d'interdiction d'exercer une profession commerciale ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés, la société n'est pas dissoute et continue entre les autres associés.

2



13	<p>Décisions collectives :</p> <p>Les décisions collectives des associés ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser les gérants et de modifier les statuts. Elles peuvent notamment transformer la société en société de toute autre forme.</p> <p>Les majorités s'entendent en capital.</p> <p>1.- Les comptes sociaux sont approuvés ou rejetés à la majorité simple des associés présents ou représentés.</p> <p>2.- Les décisions approuvant la cession de parts sociales et les décisions d'agrément de nouveaux associés requièrent le consentement de tous les associés.</p> <p>3.- Les décisions qui ne modifient pas les statuts sont approuvées ou rejetées à la majorité des trois-quarts des associés présents ou représentés.</p> <p>4.- Les autres décisions, lorsqu'elles modifient les statuts, sont prises à l'unanimité des associés présents ou représentés.</p> <p>Les décisions collectives des associés s'expriment en assemblée. Les associés sont convoqués en assemblée générale par tous moyens. La convocation fait connaître l'ordre du jour, le lieu, jour et heure de la réunion. Il y est annexé le rapport écrit de la gérance et le texte des résolutions proposées par la gérance ou par tout associé. Lorsque l'assemblée doit se prononcer sur l'approbation des comptes annuels, il est en outre annexé à la convocation adressée aux associés ou antérieurement par pli séparé le compte de résultat, le bilan de l'exercice écoulé et son annexe. De plus, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie, au siège social.</p> <p>Tout associé a le droit d'assister à l'assemblée ou peut s'y faire représenter par tout mandataire de son choix.</p> <p>L'assemblée générale se réunit au siège social ou en tout autre lieu situé sur le Territoire National suivant décision de la gérance.</p>
14	<p>Dissolution - Liquidation :</p> <p>La société peut être dissoute par anticipation, soit pour l'une des causes énoncées dans les présents statuts, soit par décision collective des associés statuant à l'unanimité des associés présents ou représentés durant les cinq premières années suivant l'immatriculation de la Société, et à l'issue de ces cinq ans, sur proposition de la gérance et à la majorité simple des associés présents ou représentés.</p> <p>Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution de la société entraîne sa liquidation. La collectivité des associés règle le mode de liquidation, nomme le ou les liquidateurs et fixe leurs pouvoirs.</p> <p>Les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Toutefois, la cession de l'actif est soumise aux restrictions légales.</p> <p>Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. A défaut, tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation. L'assemblée statue à la majorité des trois-quarts des associés présents ou représentés.</p> <p>Si l'assemblée ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes du liquidateur, il est statué, par décision de justice, à la demande de celui-ci ou de tout intéressé. Le produit net de la liquidation, après règlement du passif, est réparti entre les associés au prorata de leur part dans le capital social.</p>

Fait à FORT DE FRANCE, le 13/01/2016.
En cinq (5) exemplaires, dont
Deux exemplaires pour les associés fondateurs,
Deux exemplaires pour le greffe du Tribunal de Commerce,
Un exemplaire pour le siège.

<p>Pour la Société PHALSBourg GESTION M. Laurent GHELFI Représenté par M. Philippe de FRANCIOSI</p> 	<p>Pour la Société ORYOM M. Laurent GHELFI Représenté par M. Philippe de FRANCIOSI</p> 
<p>Pour la Société PHALSBourg GESTION « Bon pour acceptation des fonctions de gérant » M. Laurent GHELFI Représenté par M. Philippe de FRANCIOSI</p>  	

ORYOM16<>
SNC au capital de 2 €uros
C/o PHALSBURG GESTION
4, rue Georges Eucharis
97200 FORT DE FRANCE
RCS FORT DE FRANCE: <>

Procès-verbal Assemblée Générale Extraordinaire Le <>/<>/2016

A <> heures,

Les associés se sont réunis en Assemblée générale extraordinaire dans les locaux de l'établissement secondaire de la Société PHALSBURG GESTION, sis à Fort de France, 4, rue Georges Eucharis (97200).

Sont présents ou représentés :

La Société PHALSBURG GESTION

Pour 1 part

La Société ORYOM

Pour 1 part

SOIT un total de 2 parts composant le capital social

Lesquels se sont réunis pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- ✓ Augmentation du capital social d'un montant maximum de 106 544 €uros par souscription en numéraire,
- ✓ Agrément de nouveaux associés,
- ✓ Modifications corrélatives des dispositions des Statuts,
- ✓ Reprise des engagements pris pour le compte de la Société depuis la signature des Statuts,
- ✓ Constatation du versement d'avances en compte courant par les nouveaux associés de la Société,
- ✓ Rémunération de la gérance, et intervention de la Société ORYOM,
- ✓ Modalités de financement de la TVA dont la Société doit s'acquitter,
- ✓ Pouvoirs à donner.

Monsieur Philippe de FRANCIOSI, dûment habilité aux fins des présentes, selon les termes d'une délégation de pouvoirs dont la copie est ci-annexée, reçue de Monsieur Laurent GHELFI en sa qualité de représentant de la Société PHALSBURG GESTION, gérante, et acceptant cette fonction, préside l'Assemblée.
Monsieur le Président constate que l'ensemble des associés possédant les deux parts composant le capital social est présent et qu'en conséquence l'Assemblée peut valablement délibérer, malgré l'absence de convocation formelle.

Monsieur le Président dépose alors sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- ✓ Le rapport de la gérance,
- ✓ Le texte des résolutions proposées,
- ✓ Les Statuts sociaux.

Monsieur le Président rappelle que l'objet de la Société est la réalisation d'opérations dans le cadre du dispositif d'aide fiscale à l'investissement Outre-mer. Le schéma juridique et financier retenu est l'acquisition par la Société de divers biens mobiliers par le biais de contrats de vente incluant crédit vendeur au profit de la Société (ou via des prêts bancaires portés par la Société) et la location de ces biens à des entreprises qui les exploiteront Outre-mer dans le cadre de leur activité, et conformément aux dispositions des articles 199 Undecies B et 217 undecies du Code général des impôts.

Selon ces dispositions, les apports (en capital et en compte courant) de chaque associé investisseur participent à la rétrocession, dont il est redevable envers les entreprises locataires. Ainsi, chaque associé pourra bénéficier d'une réduction d'impôt proportionnelle à sa quote-part de participation dans le capital de la Société.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

Résolution 1 :

L'Assemblée générale procède à une augmentation de capital social de la Société d'un montant de X €uros, pour le porter à X €uros par création de parts nouvelles à souscrire et libérer en numéraire.

L'augmentation de capital est réalisée au moyen de l'émission, au pair, de X parts nouvelles de 1 €uro chacune, à libérer intégralement à la souscription.

Les associés déclarant renoncer à leur droit préférentiel de souscription, les parts nouvelles, numérotées de 3 à X, sont ainsi souscrites par :

Monsieur	1	X parts	numérotées	3	à	X
Monsieur	2	X parts	numérotées	X	à	X
Madame	3	X parts	numérotées	X	à	X
Monsieur	4	X parts	numérotées	X	à	X

TOTAL des PARTS SOUSCRITES : X parts

Monsieur 1, né le <>, à <>, domicilié <>, n'étant pas encore associé, l'Assemblée générale déclare l'agréer en qualité de nouvel associé, conformément aux dispositions légales et statutaires,
Monsieur 2, né le <>, à <>, domicilié <>, n'étant pas encore associé, l'Assemblée générale déclare l'agréer en qualité de nouvel associé, conformément aux dispositions légales et statutaires,
Monsieur 3, né le <>, à <>, domicilié <>, n'étant pas encore associé, l'Assemblée générale déclare l'agréer en qualité de nouvel associé, conformément aux dispositions légales et statutaires,
Monsieur 4, né le <>, à <>, domicilié <>, n'étant pas encore associé, l'Assemblée générale déclare l'agréer en qualité de nouvel associé, conformément aux dispositions légales et statutaires.

Les parts nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour.

Ainsi l'Assemblée générale constate :

- Que l'intégralité des X parts nouvelles se trouve dès à présent souscrite et ce, en conformité avec les bons de souscription remis ce jour par les nouveaux associés au siège social de la gérance ;
- Que chaque souscripteur a procédé à la libération du montant de sa souscription en numéraire, savoir :

Monsieur	1	X €uros
Monsieur	2	X €uros
Madame	3	X €uros
Monsieur	4	X €uros

L'Assemblée générale constate que ces sommes correspondent au montant des souscriptions des nouveaux associés.

En conséquence, les parts nouvelles étant souscrites et intégralement libérées, l'augmentation de capital se trouve effectivement réalisée.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés.

ORYOM16<>
SNC au capital de 2 Euros
C/o PHALSBURG GESTION
4, rue Georges Eucharis
97200 FORT DE FRANCE
RCS FORT DE FRANCE: <>



Résolution 2 :

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée générale décide de modifier comme suit les termes des articles 7 et 8 des Statuts de la Société :

« Article 7 – Apports

Il a été apporté au capital de la Société :

- I Lors de sa constitution, le 13/01/2016, en numéraire, la somme de 2 Euros
 II Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du <>/<>/2016,
 le capital a été augmenté de la somme de X Euros

Total composant le capital social X Euros

Article 8 – Capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de X Euros et divisé en X parts sociales de 1 Euro chacune, numérotées de 1 à X, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, c'est-à-dire :

SAS	PHALSBURG GESTION	1 part	numérotée	1		
SARL	ORYOM	1 part	numérotée	2		
Monsieur	1	X parts	numérotées	3	à	X
Monsieur	2	X parts	numérotées	X	à	X
Madame	3	X parts	numérotées	X	à	X
Monsieur	4	X parts	numérotées	X	à	X

Total égal au nombre de parts composant le capital social X parts »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés anciens et nouveaux.

Résolution 3 :

L'Assemblée générale donne **mandat** à la Société PHALSBURG GESTION en sa qualité d'associée aux fins de reprendre, pour le compte de la Société, tous les actes et engagements pris par la Société depuis la date de signature des Statuts notamment les actes suivants :

- le document d'adhésion à une convention de trésorerie avec ORYOM,
- l'ouverture d'un compte bancaire et les mouvements de fonds réalisés sur ce compte bancaire,
- toutes les acquisitions de biens destinés à être loués dans le cadre du dispositif d'aide fiscale à l'investissement Outre-mer, éventuellement grevées de sûretés de toutes natures et des frais mis en place à cette occasion,
- la signature de contrats relatifs à ces opérations d'acquisition et de location (offre de service, crédit-vendeur, contrat de location, promesse d'achat, convention de représentation fiscale...), etc.

L'Assemblée générale précise que l'immatriculation de la Société emporte reprise complète de tous les engagements effectués depuis la date de signature des Statuts de la Société jusqu'à sa date d'immatriculation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des anciens et nouveaux associés.

Résolution 4 :

L'Assemblée générale constate le versement d'avances en compte courant par chaque nouvel associé ci-dessus pour un montant global de X Euros, ces avances étant soumises aux dispositions de l'article 9 des statuts de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés anciens et nouveaux.

Résolution 5 :

L'Assemblée générale fixe la rémunération de la gérance pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2021, à une somme forfaitaire de 9 000 Euros hors taxe payable d'avance. En contrepartie de cette rémunération, la gérance assumera tous les frais inhérents à la gestion courante de la Société (frais juridiques, comptables...) jusqu'au 31 décembre 2021 et rétroactivement depuis la création de la Société.

Par ailleurs, l'Assemblée prend acte de l'intervention de la Société ORYOM dans la recherche d'investissements entrant dans l'objet de la Société et dans la mise en place des schémas d'acquisition et de location de ceux-ci. L'Assemblée approuve le versement à la Société ORYOM d'honoraires correspondants.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés anciens et nouveaux.

Résolution 6 :

L'Assemblée générale précise que la rémunération de la Société ORYOM, ainsi que les frais de gestion dont il est question ci-dessus seront facturés grevés de la TVA métropolitaine, ce qui fera naître un crédit de TVA, donnant lieu à un remboursement après quelques mois.

Le cas échéant, cette TVA sera financée par des avances en compte courant de la Société PHALSBURG GESTION versées à la Société en sa qualité d'associé. Ces avances ne seront pas rémunérées mais seront, par exception, remboursables après récupération du crédit de TVA par la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés anciens et nouveaux.

Résolution 7 :

L'Assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur des présentes, ou d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales, en France métropolitaine comme dans un Département ou une Collectivité d'Outre-mer.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des associés anciens et nouveaux.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à <> heures <>.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la gérance et les associés anciens et nouveaux :

Associés anciens

La Société PHALSBURG GESTION, la Société ORYOM,

Représentées par Monsieur Philippe de FRANCIOSI

Associés entrants

Les associés dont le nom est reproduit sur la feuille de présence, tous représentés par Monsieur Philippe de FRANCIOSI

Gérant

La Société PHALSBURG GESTION,

Représentée par Monsieur Philippe de FRANCIOSI

ORYOM16<>
SNC au capital de 2 Euros
C/o PHALSBURG GESTION
4, rue Georges Eucharis - Zfu Dillon
97200 FORT-DE-FRANCE

RCS FORT-DE-FRANCE <>

Contrat de Vente incluant Crédit Vendeur

Conditions Particulières

Entre les soussignés, l'ACQUEREUR ORYOM16<> et le VENDEUR désigné au cadre 2 ci-après, il est convenu de réaliser une opération de vente incluant financement de biens mobiliers, aux Conditions Générales figurant page suivante et aux Conditions Particulières ci-dessous, pour la vente et le financement partiel du Matériel désigné au cadre 3 ci-dessous.

1

Identifiant du VENDEUR <>

Numéro de contrat <>

Identifiant de l'ACQUEREUR <>

2 VENDEUR :

<>

Adresse

<>

3 Matériel

<>

Fournisseur(s) du Matériel

<>

4 Prix de revient du Matériel HT

<> FCP soit <> Euros

5 Montant du Crédit Vendeur

<> FCP soit <> Euros

6 TVA sur acquisition du Matériel

<>

TVA NPR

<>

7 Avantage répercuté : (Versement comptant par l'ACQUEREUR)

<> FCP soit <> Euros

Modalités de versement

Par délégation au compte du(des)

Fournisseurs du Matériel désigné(s) cadre 3

8 Période de Prise en Charge du Matériel

De la signature des présentes jusqu'au
31/12/2016

Durée du Crédit Vendeur : 5 ans

9 Intérêts sur Crédit Vendeur :

- Taux annuel fixe comptabilisé à partir du lendemain de
la fin de la Période de Prise en Charge du Matériel

- TEG : 1,00%

- Aucun intérêt décompté au titre de la Période de Prise
en Charge du Matériel

10 Echéancier de Remboursement du Crédit Vendeur :

Date	Capital FCP	Principal FCP	Intérêts FCP	Échéance FCP	Capital €	Principal €	Intérêts €	Échéance €
31/12/2016	<>				<>			
31/12/2017	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>
31/12/2018	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>
31/12/2019	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>
31/12/2020	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>
31/12/2021	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>	<>

Solde du crédit :

<>

<>

Fait en deux exemplaires, A

Le

Pour l'ACQUEREUR : ORYOM16<>

Pour le VENDEUR : <>

Monsieur Laurent GHELFI
représenté par <>

<>

Contrat de Vente incluant Crédit Vendeur

Conditions Générales

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Pour l'application et l'interprétation du présent contrat, les mots et expressions mentionnés ci-dessous auront la signification définie ci-après :

- **Matériel** : Le matériel désigné au cadre 3 des Conditions Particulières, objet du présent Contrat de Vente et du Contrat de Location.

- **Contrat de Vente** : Le présent contrat portant sur la vente du Matériel neuf par le VENDEUR à l'ACQUÉREUR.

- **Crédit** : Le crédit vendeur inclus au Contrat de Vente, consenti par le VENDEUR à l'ACQUÉREUR, aux termes des Conditions Générales et Particulières des présentes.

- **Contrat de Location** : Le contrat de location portant sur le Matériel, signé entre le VENDEUR et l'ACQUÉREUR.

- **Procès Verbal de Prise en Charge** : Document annexé au Contrat de Location aux termes duquel le LOCATAIRE (VENDEUR) prend en location le Matériel auprès du LOUEUR (ACQUÉREUR).

- **Loyers** : Chacun des loyers hors droits, taxes (dont la TVA), impôt, retenue et accessoires éventuels, dont le LOCATAIRE (VENDEUR) est redevable au titre du Contrat de Location.

- **Période de Remboursement** : La période de remboursement du Crédit qui débute le lendemain de la fin de la Période de Prise en Charge définie au cadre 8 des Conditions Particulières suivie d'une période de cinq (5) ans.

- **Promesse d'Achat** : La promesse d'achat portant sur le Matériel, signée entre le VENDEUR et l'ACQUÉREUR aux termes de laquelle le PROMETTANT (VENDEUR) s'engage à acheter le Matériel au BENEFICIAIRE (ACQUÉREUR) si ce dernier lève l'option prévue à ladite Promesse d'achat.

Les mots commençant par une majuscule et non définis aux présentes auront le sens qui leur est donné dans le Contrat de Location et/ou par la Promesse d'Achat.

ARTICLE 2 : PRIX DE VENTE DU MATERIEL

Le prix de vente du Matériel à l'ACQUÉREUR par le VENDEUR est stipulé réglé par l'ACQUÉREUR :

- En partie, à hauteur de la TVA (y compris TVA NPR) indiquée au cadre 6 des Conditions Particulières, par compensation avec l'obligation faite au VENDEUR de constituer le Dépôt de Garantie prévu au Contrat de Location.

- En partie, à hauteur du montant de l'Avantage Répercuté indiqué au cadre 7 des Conditions Particulières, comptant, au plus tard le 31 décembre de l'année de signature du Crédit ou dans les trente (30) jours de la signature du Crédit si celle-ci intervient après le 30 novembre de la même année, et sous réserve de la réception du dossier complet par l'ACQUÉREUR.

- Et pour le solde, à hauteur du montant indiqué au cadre 5 des Conditions Particulières grâce au Crédit consenti par le VENDEUR à l'ACQUÉREUR aux termes des présentes.

ARTICLE 3 : MONTANT ET MISE A DISPOSITION DU CREDIT

Il est précisé que le présent contrat et le Contrat de Location résultent d'une même relation contractuelle. Le présent contrat est un contrat « cadre » qui prévoit la vente du Matériel pendant la Période de Prise en Charge indiquée au cadre 8 des Conditions Particulières et le financement du Matériel. Selon le présent contrat, le VENDEUR consent à l'ACQUÉREUR et met à sa disposition le Crédit, d'un montant défini au cadre 5 des Conditions Particulières et ce à compter de l'acquisition du Matériel pendant la Période de Prise en Charge définie au cadre 8 des Conditions Particulières.

ARTICLE 4 : INTERETS

Aucun intérêt ne sera demandé par le VENDEUR au cours de la Période de Prise en Charge. L'encours des sommes dues au titre du Crédit sera rémunéré pendant la Période de Remboursement par un intérêt au taux annuel déterminé au cadre 9 des Conditions Particulières, étant précisé que les intérêts sont calculés sur la base d'une année de 360 jours composée de 12 mois de 30 jours.

ARTICLE 5 : REMBOURSEMENT DU CREDIT

5 - 1. Subordination

Le VENDEUR accepte expressément que, jusqu'au terme de la Période de Remboursement, seuls les revenus provenant du versement effectif des Loyers issus de la location du Matériel soient affectés au remboursement par l'ACQUÉREUR des sommes prêtées par le VENDEUR dans le cadre du Crédit et au paiement des intérêts dus au titre des présentes, et répondent dudit remboursement et dudit paiement.

En conséquence, pendant la Période de Remboursement, le VENDEUR s'engage à ne pas demander et à ne pas accepter d'être remboursé des sommes prêtées, ni payé des intérêts les rémunérant, pour un montant total qui soit supérieur aux Loyers effectivement perçus par l'ACQUÉREUR au titre de la location du Matériel, ou à une date qui ne soit pas une date de paiement de ces Loyers, et ce quel que soit le locataire du Matériel.

Les dispositions qui précèdent sont expressément acceptées par le VENDEUR.

5 - 2. Période de Remboursement et Échéancier de Remboursement

Pendant la Période de Remboursement, les échéances de remboursement du Crédit (hors Solde du Crédit) seront égales aux Loyers issus de la location du Matériel, quelles que soient l'époque et l'identité du locataire.

En conséquence, et compte tenu du Contrat de Location :

- Le Crédit consenti par le VENDEUR à l'ACQUÉREUR sera remboursé selon des échéances conformes à l'Échéancier de Remboursement prévu au cadre 10 des Conditions Particulières du Crédit.

- Dans l'hypothèse où le montant des Loyers prévu au titre du Contrat de Location viendrait à augmenter, le montant de l'annuité de remboursement augmenterait dans les mêmes proportions, de manière à rester équivalent au montant des Loyers.

- En cas de résiliation du Contrat de Location, et quels que soient la nature, les causes et le moment de la résiliation, un nouvel échéancier de remboursement du Crédit pourra se substituer à l'échéancier en cours pour s'aligner, pour la durée résiduelle de la Période de Remboursement, sur les loyers de tout nouveau contrat de location.

A l'issue de la Période de Remboursement, concomitamment au paiement de la dernière échéance du Crédit, le Solde du Crédit indiqué au cadre 10 des Conditions Particulières deviendra immédiatement exigible.

Si les règlements devant être effectués par l'ACQUÉREUR au VENDEUR en vertu du présent Crédit quel que soit leur mode de paiement, sont soumis à un impôt, taxe, déduction, retenue de quelque nature que ce soit, présent ou futur, imposé ou prélevé par quelque autorité que ce soit, ledit impôt, taxe, déduction ou retenue sera supporté entièrement et définitivement par le VENDEUR.

A l'issue de la Période de Remboursement, concomitamment au paiement de la dernière échéance du Crédit, le Solde du Crédit indiqué au cadre 10 des Conditions Particulières deviendra immédiatement exigible.

Si les règlements devant être effectués par l'ACQUÉREUR au VENDEUR en vertu du présent Crédit quel que soit leur mode de paiement, sont soumis à un impôt, taxe, déduction, retenue de quelque nature que ce soit, présent ou futur, imposé ou prélevé par quelque autorité que ce soit, ledit impôt, taxe, déduction ou retenue sera supporté entièrement et définitivement par le VENDEUR.

5 - 3. Compensation

5 - 3 - 1. L'ACQUÉREUR et le VENDEUR reconnaissent expressément que l'obligation de l'ACQUÉREUR de rembourser le Crédit et de payer les Intérêts figurant au cadre 10 des Conditions Particulières au titre des présentes et l'obligation du VENDEUR d'acquiescer les Loyers hors taxes dus au titre du Contrat de Location résultent d'une seule et même relation contractuelle, à savoir le financement du Matériel. Ces obligations réciproques nées simultanément sont connexes et seront payées par compensation.

5 - 3 - 2. L'ACQUÉREUR et le VENDEUR conviennent expressément d'exclure du champ d'application de la compensation visée au paragraphe précédent, les droits, taxes, impôt, retenue, et accessoires qui s'ajoutent ou s'ajouteraient aux Loyers, étant précisé que la TVA sur l'acquisition du Matériel, indiquée au cadre 6 des Conditions Particulières fait seule l'objet d'une compensation stipulée à l'article 2 ci-dessus.

5 - 3 - 3. L'ACQUÉREUR et le VENDEUR reconnaissent encore expressément d'exclure du champ de la compensation visée à l'article 5-3-1., le Solde du Crédit figurant au cadre 10 des Conditions Particulières étant précisé que l'obligation pour l'ACQUÉREUR de rembourser le Solde du Crédit est susceptible de faire l'objet d'une compensation avec l'obligation pour le VENDEUR (PROMETTANT) de payer le prix du Matériel si la vente de celui-ci se réalise en cas de levée de l'option de la Promesse d'Achat par l'ACQUÉREUR (BENEFICIAIRE) au terme de la Période de Remboursement.

5 - 4. Indivisibilité

Il y aura indivisibilité entre tous les contrats conclus entre le VENDEUR et l'ACQUÉREUR, de telle sorte que la résiliation de l'un d'eux pourra, au seul choix de l'ACQUÉREUR, entraîner celles des autres.

ARTICLE 6 : CESSIION

L'ACQUÉREUR s'interdit de céder ou transférer tout droit découlant du présent Crédit. Le VENDEUR s'interdit de céder ce Crédit.

ARTICLE 7 : LIMITATION DE RECOURS

7 - 1. Le VENDEUR accepte que seuls le Matériel, les produits de sa location, et les produits de sa vente répondent du remboursement du Crédit et du paiement des Intérêts, et renonce irrévocablement et expressément à toute poursuite additionnelle contre l'ACQUÉREUR et/ou ses associés, au titre du remboursement du Crédit objet des présentes.

7 - 2. Les obligations du VENDEUR au titre des présentes ne seront pas affectées ou mises en cause par la rupture du Contrat de Location.

ARTICLE 8 : DECLARATION DU VENDEUR

Le VENDEUR déclare être une société valablement constituée et existante selon la loi qui lui est applicable, possédant la personnalité morale et jouissant de la pleine capacité juridique.

La signature et l'exécution du présent Crédit ont été valablement autorisées par les organes sociaux du VENDEUR et la personne ayant signé le présent contrat en son nom dispose de tous les pouvoirs nécessaires à cette fin.

ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS

Le VENDEUR s'engage à ne constituer, sans l'accord de l'ACQUÉREUR, aucun privilège ni aucune sûreté sur ses créances au titre du Crédit dont il sera titulaire, à ne pas permettre qu'une telle sûreté ou un tel privilège soit constitué ou inscrit, et à faire en sorte qu'au cas où une telle sûreté ou un tel privilège serait constitué ou inscrit à l'initiative d'un tiers, ou qu'au cas où une saisie serait pratiquée sur les sommes prêtées, il en soit donné mainlevée dans les plus brefs délais.

Le VENDEUR s'engage à ne pas remettre en cause ou nuire aux compensations prévues aux présentes.

ARTICLE 10 : TAUX EFFECTIF GLOBAL

Ainsi qu'il a été spécifié à l'Article 5 des présentes, l'échéancier de remboursement pourra subir des variations semblables à celles qui seront apportées à l'échéancier des Loyers perçus en contrepartie de la location du Matériel. En conséquence, le calcul d'un taux effectif global qui ne peut être définitif est indiqué dans les Conditions Particulières sous l'hypothèse de l'échéancier figurant au cadre 10 des Conditions particulières.

ARTICLE 11 - NOTIFICATIONS

Toute notification, demande ou communication pouvant ou devant être faite en exécution du présent Crédit devra être effectuée par écrit et envoyée à son destinataire à l'adresse indiquée à l'en-tête des Conditions particulières du Crédit ou à telle autre adresse que le destinataire aura notifiée par écrit à l'autre partie.

Tous les frais, droits et taxes relatifs à l'exécution des présentes, et à la mise en œuvre des garanties prévues, sont à la charge du VENDEUR.

ARTICLE 12 : FRAIS - ELECTION DE DOMICILE - JURIDICTION

La loi applicable pour l'interprétation du présent contrat est la loi française.

Tous les frais, droits et taxes relatifs à l'exécution des présentes sont à la charge du VENDEUR.

De convention expresse, toutes contestations qui pourraient s'élever à l'occasion des présentes seront soumises aux tribunaux compétents de Nanterre, à qui attribution exclusive de juridiction est consentie en tant que de besoin.

En cas de litige, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.



ORYOM16<>
SNC au capital de 2 €uros
C/o PHALSBURG GESTION
4, rue Georges Eucharis - Zfu Dillon
97200 FORT-DE-FRANCE

RCS FORT-DE-FRANCE <>

Contrat de Location

Conditions Particulières

Entre les soussignés, le LOUEUR ORYOM16<> et le LOCATAIRE désigné au cadre 2 ci-après, il est convenu de réaliser une opération de location de biens mobiliers, aux Conditions Générales figurant page suivante et aux Conditions Particulières ci-dessous, pour la location du Matériel désigné au cadre 3 ci-dessous.

1

Identifiant du LOCATAIRE <>

Numéro de contrat <>

Identifiant du LOUEUR <>

2 LOCATAIRE :

<>

Adresse <>

RC <>

3 Matériel

<>

Fournisseur(s) du Matériel

<>

4 Prix de revient du Matériel HT

<> FCP soit <> €uros

5 Base Eligible

<> FCP soit <> €uros

6 Lieu d'utilisation : <>

Période de Prise en Charge : De la signature des présentes jusqu'au 31/12/2016

Procès-Verbal de Réception - Prise en Charge : En annexe

8 Avantage répercuté : <> % (de la Base Éligible)

<> FCP soit <> €uros

7 Durée de la location :

Période de Prise en Charge suivie d'une période de 5 ans soit jusqu'au 31/12/2021

9 Loyer HT :

Egal au produit de la Base locative définie au cadre 8 par un coefficient de <>

Nombre de Loyers HT : 5

Périodicité : Annuelle

Base Locative HT

<> FCP soit <> €uros

TVA sur loyer en sus

Dépôt de Garantie

TVA sur l'acquisition du Matériel

<>

Echéancier des Loyers HT

31/12/2017 <> FCP soit <> €uros

31/12/2018 <> FCP soit <> €uros

31/12/2019 <> FCP soit <> €uros

31/12/2020 <> FCP soit <> €uros

31/12/2021 <> FCP soit <> €uros

TVA NPR

<>

10 Garanties bancaires : <>

Le présent document constitue, avant signature par le LOCATAIRE, une simple offre de Location, qui pourra être considérée par le LOUEUR comme non avenue, si le contrat ne lui est pas retourné signé au plus tard 15 jours après la date d'établissement.

Fait en deux exemplaires, A

Le

Pour le LOUEUR : ORYOM16<>

Monsieur Laurent GHELFI
représenté par <>

Pour le LOCATAIRE : <>

<>

Contrat de Location

Conditions Générales

ARTICLE PREALABLE : DEFINITIONS

Pour l'application et l'interprétation du présent contrat, les mots et expressions mentionnés ci-dessous auront la signification définie ci-après :

- **Matériel** : Le matériel désigné au cadre 3 des Conditions Particulières, objet du présent Contrat de Location et du Contrat de Vente.
- **Contrat de Location** : Le présent contrat portant sur le Matériel, signé entre le LOUEUR et le LOCATAIRE.
- **Procès Verbal de Prise en Charge** : Document annexé au Contrat de Location aux termes duquel le LOCATAIRE prend en location le Matériel auprès du LOUEUR.
- **Contrat de Vente** : Le contrat de vente portant sur la vente du Matériel neuf par le VENDEUR (LOCATAIRE) à l'ACQUEREUR (LOUEUR).
- **Crédit** : Le crédit vendeur inclus au Contrat de Vente.
- **Loyers** : Chacun des loyers hors droits, taxes (dont la TVA), impôt, retenue et accessoires éventuels, dont le LOCATAIRE est redevable au titre du présent Contrat de Location.
- **Promesse d'Achat** : La promesse d'achat portant sur le Matériel, signée entre le LOCATAIRE et le LOUEUR aux termes de laquelle le PROMETTANT (LOCATAIRE) s'engage à acheter le Matériel au BENEFICIAIRE (LOUEUR) si ce dernier lève l'option prévue à ladite Promesse d'achat.

Les mots commençant par une majuscule et non définis aux présentes auront le sens qui leur est donné dans le Contrat de Vente et/ou par la Promesse d'Achat.

ARTICLE 1 : COMMANDE, LIVRAISON, PRISE EN CHARGE ET INSTALLATION DU MATERIEL

1 - 1. Le LOCATAIRE, futur utilisateur, choisit (a choisi) en toute liberté le Matériel et chaque Fournisseur du Matériel indiqués au cadre 3 des Conditions Particulières. Il déclare avoir une parfaite connaissance du Matériel et assume, notamment vis-à-vis du LOUEUR, l'entière responsabilité de son choix, quels que soient les inconvénients qui en découleraient pour lui.

1 - 2. La mise à disposition du Matériel s'effectue(r) directement par le(s) Fournisseur(s) du Matériel au LOCATAIRE. Le présent contrat est un contrat « cadre » qui prévoit l'acquisition du Matériel pendant la Période Prise en Charge indiquée au cadre 6 des Conditions Particulières. L'installation et la mise en route du Matériel seront effectuées aux frais et risques du LOCATAIRE, qui devra fournir en temps utile, à ses frais et sous sa responsabilité, les locaux, accessoires, aménagements et tous autres éléments nécessaires à l'installation et au bon fonctionnement du Matériel.

1 - 3. La prise en charge (mise à disposition) du Matériel par le LOCATAIRE résulte de la signature, pour accord, par le LOCATAIRE, du Procès Verbal de Prise en Charge établi en deux exemplaires signés par le LOUEUR et le LOCATAIRE, dont un exemplaire est transmis au LOUEUR. En d'autres termes, le début de la location du Matériel est marqué par la signature du Procès Verbal de Prise en Charge.

1 - 4. Dans les quinze (15) jours de la signature du Procès Verbal de Prise en Charge, le LOCATAIRE fournit au LOUEUR une copie de la facture du (des) Fournisseur(s) du Matériel (facture d'origine) accompagnée, de la copie des attestations d'assurance et le cas échéant d'une copie de la carte grise du Matériel (ou acte de francisation et titre de navigation s'agissant de bateaux).

1 - 5. Si le Procès Verbal de Prise en Charge n'est pas transmis signé au LOUEUR, ou si l'une quelconque des conditions d'achat du Matériel initialement prévues, notamment son prix de revient est modifié ou non respecté, le LOUEUR peut, si bon lui semble, annuler la présente opération et résilier le présent contrat.

ARTICLE 2 : TVA SUR ACQUISITION DU MATERIEL - DEPOT DE GARANTIE - TVA NPR

2 - 1. Selon les termes du Contrat de Vente, le LOCATAIRE (VENDEUR) revend à "l'Euro l'Euro", au LOUEUR (ACQUEREUR), le Matériel objet du Contrat de Location qu'il a acquis auprès du (des) Fournisseur(s) du Matériel. Pour réaliser cette opération, le LOCATAIRE assume le cas échéant l'effort de financement de la TVA grevant l'acquisition du Matériel.

2 - 2. S'agissant d'une opération mise en place dans un Département d'Outre-Mer, elle peut intégrer la perception éventuelle par le LOUEUR d'une « subvention » sous forme de TVA dite NPR (Non Perçue Récupérable).

2 - 3. Le LOCATAIRE constitue, en garantie de la bonne exécution du Contrat de Location le Dépôt de Garantie mentionné au cadre 8 des Conditions Particulières, correspondant au montant de la TVA ayant grevée l'acquisition du Matériel dont il est question au 2-1 ci-dessus augmenté le cas échéant du montant de la TVA NPR dont il est question au 2-2 ci-dessus.

2 - 4. Le remboursement du Dépôt de Garantie au LOCATAIRE s'effectuera selon la décision du LOUEUR, suite au remboursement par l'Administration compétente au LOUEUR de la TVA ayant grevée l'acquisition du Matériel et de la TVA NPR, à hauteur des sommes effectivement perçues par le LOUEUR et sous réserve de la bonne exécution, par le LOCATAIRE de ses obligations relatives au présent contrat.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA LOCATION - LOYERS

3 - 1. Le LOUEUR donne, par les présentes, en location au LOCATAIRE, le Matériel désigné au cadre 3 des Conditions Particulières.

3 - 2. Mais la location du Matériel débutera le jour de signature du Procès verbal de Prise en Charge est conclue pour la durée irrévocable fixée au cadre 7 des Conditions Particulières.

3 - 3. Le LOCATAIRE s'engage à payer au LOUEUR par termes à échoir les loyers selon l'échéancier prévu au cadre 9 des Conditions Particulières, majorés de la TVA.

3 - 4. Conformément aux dispositions de l'article 5 des Conditions Générales du Contrat de Vente visé à l'article précédent, il y aura compensation entre le paiement annuel de chacun des Loyers hors taxes et le remboursement des échéances (en capital et intérêts) du Crédit précité (hors Solde du Crédit).

3 - 5. Le LOCATAIRE ne peut prétendre à aucun report de loyer, réduction ou indemnité pour quelque cause que ce soit, même s'il est privé de l'usage plein ou partiel du Matériel pendant plus de quarante jours.

3 - 6. Tout retard dans le versement des loyers ou de tout autre somme due par le LOCATAIRE, entraîne de plein droit, et sans qu'il y ait lieu à mise en demeure la perception d'intérêts de retard au taux de 1,50% par mois plus TVA, tous mois commencé étant dû en totalité, et le remboursement de tous frais de recouvrement exposés par le LOUEUR.

ARTICLE 4 : CONDITIONS ET LIEU D'UTILISATION DU MATERIEL - PROPRIETE

4 - 1. Le Matériel devra être en permanence maintenu en bon état de fonctionnement. Le LOCATAIRE doit se conformer pour son utilisation, aux indications données par le(s) Fournisseur(s) du Matériel. Il en a la garde juridique et la responsabilité conformément aux dispositions de l'Article 1384 du Code civil, à compter de sa mise à disposition et pour la durée du présent Contrat de Location. Il prend en charge tous les frais et taxes qui pourraient être dus par le LOUEUR en sa qualité de propriétaire.

4 - 2. Toute transformation du Matériel est subordonnée à l'accord du LOUEUR et effectuée aux frais et sous la responsabilité du LOCATAIRE. Tous accessoires ou pièces incorporés au Matériel deviennent immédiatement et de plein droit la propriété du LOUEUR, à moins qu'il n'exige le rétablissement du Matériel dans son état initial ; en tout état de cause le LOUEUR ne sera tenu à aucun remboursement ou indemnité.

4 - 3. Jusqu'à la fin de la location, le LOUEUR ou tout autre personne mandatée par lui est autorisée à vérifier les conditions d'utilisation du Matériel.

4 - 4. Le LOCATAIRE s'engage à se conformer aux lois et règlements en vigueur concernant la détention, le transport, l'installation et l'utilisation du Matériel loué ; il supporte seul les conséquences éventuelles infractions. Le LOCATAIRE s'engage, en outre, à respecter les conditions d'utilisation prévues par les articles 199 Undecies B et 217 Undecies du Code général des impôts métropolitain (Cgi) dont il reconnaît avoir une parfaite connaissance. Toute remise en cause de l'avantage fiscal comptabilisé par les associés du LOUEUR, en raison de non respect par le LOCATAIRE de cette obligation, sera intégralement à la charge du LOCATAIRE. Enfin, concernant les investissements loués au titre du présent contrat (Matériel) dont la durée normale d'utilisation est égale ou supérieure à sept ans, le LOCATAIRE prend l'engagement d'utiliser le Matériel pendant sept ans au moins dans le cadre de son activité.

4 - 5. Le LOCATAIRE s'engage à faire respecter le droit de propriété du LOUEUR en toute circonstance, et notamment en cas de réquisition et de saisie du Matériel ; il en informe immédiatement le LOUEUR et prend toutes dispositions pour obtenir, à ses propres frais, mainlevée.

4 - 6. Le LOCATAIRE ne peut céder, échanger, prêter ou donner en nantissement le Matériel loué, ni le sous-louer ou céder son droit de location sans accord écrit du LOUEUR ; en toute hypothèse, il reste débiteur des obligations résultant du présent contrat.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

5 - 1. Le Matériel est placé sous la garde juridique du LOCATAIRE dès qu'il est mis à disposition de ce dernier et jusqu'à la fin de location. Durant cette période, le LOCATAIRE est responsable de toute perte ou vol du Matériel et de tout dommage que celui-ci subit provoque, directement ou indirectement, même par cas fortuit, ou de force majeure. En conséquence, il doit souscrire à la fois :

a) Une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile, et celle du LOUEUR à titre subsidiaire, et prévoyant la renonciation de l'assureur à tout recours contre ce dernier.

b) Une police d'assurance couvrant le Matériel contre tout risque qu'il peut subir. Le LOCATAIRE devra s'adresser à la compagnie d'assurances de son choix et fournir au LOUEUR, une attestation certifiant notamment que le contrat prévoit l'attribution des indemnités de sinistre au LOUEUR, que la compagnie d'assurances renonce à l'application de la règle proportionnelle et s'engage à aviser préalablement le LOUEUR de toute modification, suspension ou résiliation du contrat, ainsi que du non paiement des primes par le LOCATAIRE.

S'il apparaît que le Matériel n'est pas assuré ou l'est insuffisamment, le LOUEUR peut prendre toutes dispositions utiles pour le faire assurer, aux frais du LOCATAIRE.

5 - 2. a) En cas de sinistre réparable, le LOCATAIRE remet le Matériel en état à ses frais et continue à payer normalement les loyers. Le LOUEUR lui reverse les indemnités reçues de l'assureur au vu des factures de réparation acquittées, après déduction des sommes éventuellement dues au titre du présent contrat.

b) En cas de sinistre non réparable, le contrat est automatiquement résilié au jour du sinistre tel que constaté par un expert désigné par la compagnie d'assurances. Le LOUEUR établit un décompte des sommes à régler par le LOCATAIRE selon la formule déterminée à l'article 7-2 des présentes. Dans le cas où le sinistre total ne porterait que sur une partie du Matériel, la résiliation du contrat serait limitée à la partie du Matériel sinistrée, le contrat conservant tous ses autres effets en ce qui concerne le reste du Matériel. Dans cette hypothèse, la somme due par le LOCATAIRE au LOUEUR serait calculée par le LOUEUR conformément aux dispositions de l'Article 7-2 ci-après.

ARTICLE 6 : TERME DE LA LOCATION

Le présent contrat ne pourra être rompu par le LOCATAIRE pendant la durée prévue aux Conditions Particulières que pour cause de force majeure dûment reconnue.

ARTICLE 7 : RESILIATION DU CONTRAT

7 - 1. Le contrat est résilié de plein droit, si bon semble au LOUEUR sans aucune formalité judiciaire ou extrajudiciaire, dans les cas suivants :

- Quinze jours après mise en demeure restée infructueuse, en cas d'inexécution par le LOCATAIRE d'une seule des obligations du présent contrat, notamment non paiement à l'échéance d'un seul terme de loyer ou de toute autre somme due ;

- A la date du jugement d'ouverture d'une procédure collective à moins que l'administrateur n'exige la poursuite du contrat ;

- En cas de cessation d'activité du LOCATAIRE, cession de son fond de commerce ou dissolution de la personne morale LOCATAIRE ;

- En cas de résiliation, pour l'une des clauses énoncées ci-dessus, d'un autre contrat passé avec le LOCATAIRE.

La non récupération immédiate du Matériel, pour quelque cause que ce soit, et la perception par le LOUEUR des indemnités d'utilisation visées ci-dessus, ne peuvent en aucun cas être assimilées à une renonciation tacite à la résiliation du contrat.

7 - 2. Le LOCATAIRE doit, dès la résiliation :

- Restituer le Matériel au LOUEUR dans les conditions de l'article 8 ci-dessous

- Régler au LOUEUR les loyers échus impayés, en principal et intérêts, ainsi que toutes autres sommes restant dues au titre du présent contrat, et lui rembourser les frais afférents à la résiliation du contrat et à la récupération du Matériel ;

- Verser au LOUEUR, à titre de réparation du préjudice subi, une indemnité égale au montant des loyers restant à échoir, augmentée d'une somme forfaitaire couvrant les conséquences fiscales de ladite résiliation pour les associés du LOUEUR notamment au regard de l'application des dispositions des articles 199 Undecies B ou le cas échéant 217 Undecies du Cgi. L'indemnité devra couvrir la remise en cause de l'avantage fiscal procuré aux associés du LOUEUR, augmentée des frais et pénalités éventuels.

7 - 3. A la demande du LOUEUR, le LOCATAIRE devra présenter dans les trois mois, au LOUEUR, un nouveau LOCATAIRE acceptant les conditions des présentes. Jusqu'à la conclusion d'un nouveau Contrat de Location avec le nouveau LOCATAIRE, et au maximum durant trois mois, le LOCATAIRE continuera à verser au LOUEUR le loyer à titre d'indemnité.

7 - 4. Toutefois, le LOUEUR étant seul propriétaire, il pourra, dès la résiliation du contrat, vendre le Matériel sans qu'il soit nécessaire de soumettre le prix obtenu à l'agrément du LOCATAIRE défaillant.

7 - 5. Il y aura indivisibilité entre tous les contrats éventuellement conclus entre le LOCATAIRE et le LOUEUR, de telle sorte que la résiliation de l'un d'eux pourra entraîner, si bon semble au LOUEUR, celle des autres.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DU MATERIEL

Toute restitution du Matériel sera faite par le LOCATAIRE, à ses frais, aux lieux et dates indiqués par le LOUEUR, en bon état d'entretien et de fonctionnement. En outre, le Matériel sera muni de tous les descriptifs ou documents y afférents, ainsi que de toutes les autorisations administratives en cours de validité afférentes au Matériel restitué.

En cas de restitution tardive, le LOCATAIRE devra verser une indemnité égale à 120 % du dernier loyer, hors taxes majoré de la TVA applicable.

ARTICLE 9 : FRAIS - ELECTION DE DOMICILE - JURIDICTION

La loi applicable pour l'interprétation du présent contrat est la loi française.

Tous les frais, droits et taxes relatifs à l'exécution des présentes sont à la charge du LOCATAIRE.

De convention expresse, toutes contestations qui pourraient s'élever à l'occasion des présentes seront soumises aux tribunaux compétents de Nanterre, à qui attribution exclusive de juridiction est consentie en tant que de besoin.

En cas de litige, les parties font élection de domicile à leur siège social respectif.

ORYOM16<>
SNC au capital de 2 €uros
C/o PHALSBURG GESTION
4, rue Georges Eucharis - Zfu Dillon
97200 FORT-DE-FRANCE

RCS FORT-DE-FRANCE <>

Promesse d'Achat

Conditions Particulières

Entre les soussignés, le BÉNÉFICIAIRE ORYOM16<> et le PROMETTANT désigné au cadre 2 ci-après, il est convenu de conclure une promesse d'achat portant sur le Matériel désigné au cadre 3 ci-après aux Conditions Générales figurant page suivante et aux Conditions Particulières ci-dessous.

1	Identifiant du PROMETTANT <> Numéro de contrat <> Identifiant du BÉNÉFICIAIRE <>	2	PROMETTANT <> Adresse <> RC <>
3	Matériel <>	Fournisseur(s) du Matériel <>	
4	Prix de revient initial du Matériel HT <> FCP soit <> €uros	5	Prix de Cession du Matériel HT Solde du Crédit soit un montant prévisionnel de : <> FCP soit <> €uros auquel s'ajouteront toutes sommes ou taxes présentes ou futures restant dues au titre de la cession ou de la rupture du Contrat de Location dont il est fait mention dans les Conditions Générales, à cette date.
6	Date de Levée de l'Option par le BÉNÉFICIAIRE Entre le <>/<>/2021 et le <>/<>/2021	7	Date de Réalisation : Le <>/<>/2021

Fait en deux exemplaires, A

Le

Pour le BÉNÉFICIAIRE : ORYOM16<>

Pour le PROMETTANT : <>

Monsieur Laurent GHELFI
représenté par <>

<>

Promesse d'achat

Conditions Générales

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Pour l'application et l'interprétation de la présente promesse, les mots et expressions mentionnés ci-dessous auront la signification définie ci-après :

- **Matériel** : Le matériel désigné au cadre 3 des Conditions Particulières, objet de la Promesse d'Achat, du Contrat de Vente et du Contrat de Location.

- **Promesse d'Achat** : La présente promesse d'achat portant sur le Matériel, signée entre le PROMETTANT et le BENEFICIAIRE aux termes de laquelle le PROMETTANT s'engage à acheter le Matériel au BENEFICIAIRE si ce dernier lève l'option prévue aux présentes.

- **Contrat de Vente** : Le contrat portant sur la vente du Matériel neuf par le VENDEUR (PROMETTANT) à l'ACQUÉREUR (BENEFICIAIRE).

- **Crédit** : Le Crédit Vendeur inclus au Contrat de Vente.

- **Contrat de Location** : Le contrat de location portant sur le Matériel, signé entre le PROMETTANT et le BENEFICIAIRE intégrant un ou plusieurs Procès Verbaux de Prise en Charge et aux termes duquel le LOCATAIRE (PROMETTANT) prend en location le Matériel auprès du LOUEUR (BENEFICIAIRE).

- **Loyers** : Chacun des loyers hors droits, taxes (dont la TVA), impôt, retenue et accessoires éventuels, dont le LOCATAIRE (PROMETTANT) est redevable au titre du Contrat de Location.

Les mots commençant par une majuscule et non définis aux présentes auront le sens qui leur est donné dans le Contrat de Location ou dans le Contrat de Vente.

ARTICLE 2 : OBJET

2 - 1. Le PROMETTANT promet inconditionnellement et irrévocablement, au BENEFICIAIRE, d'acquérir le Matériel dans le délai convenu aux Conditions Particulières.

2 - 2. Le BENEFICIAIRE déclare accepter ladite promesse mais en tant que promesse seulement, se réservant la faculté d'en demander la réalisation.

ARTICLE 3 : LEVEE DE LA PROMESSE

3 - 1. En cas de levée de la présente promesse, dans les formes prévues au paragraphe 3-2 ci-dessous, la réalisation de la promesse aura lieu à la Date de Réalisation prévue au cadre 7 des Conditions Particulières.

3 - 2. Le cas échéant, la levée de la présente promesse devra être faite au moyen d'une lettre recommandée adressée avec demande d'avis de réception adressée au PROMETTANT à l'adresse figurant en tête des présentes, au moins 30 jours avant la Date de Réalisation.

Faute pour le BENEFICIAIRE d'avoir manifesté son intention de vendre dans le délai visé au cadre 6 des Conditions Particulières (Date de Levée de l'Option), les présentes seront considérées comme nulles et non avenues sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 4 : PRIX DE CESSIION DU MATERIEL

La vente du Matériel, si elle se réalise, aura lieu moyennant le paiement du Prix de Cession prévu au cadre 5 des Conditions Particulières, d'un montant correspondant à au Solde du Crédit consenti par le PROMETTANT au BENEFICIAIRE au titre du Crédit et de toutes sommes ou taxes présentes ou futures éventuelles restant dues au titre de la cession ou de la rupture du Contrat de Location.

Ce prix, ferme et définitif, ne pourra être discuté entre les parties et s'imposera à elles, quelle que soit l'évolution du marché du Matériel, et quel que soit l'état de celui-ci à la Date de Réalisation. Toutefois, il sera ajusté mutatis mutandis en cas de modification de l'échéancier de remboursement du Crédit.

Le paiement du prix devra intervenir à la Date de Réalisation prévue au cadre 7 des Conditions Particulières. Les parties reconnaissent expressément que l'obligation pour le PROMETTANT (VENDEUR) de payer le Prix de Cession du Matériel au BENEFICIAIRE au titre de la présente Promesse d'Achat à la Date de Réalisation est susceptible de faire l'objet d'une compensation avec l'obligation pour le BENEFICIAIRE (ACQUEREUR) de rembourser le Solde du Crédit au terme de la Période de Remboursement du Crédit.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE LA VENTE EVENTUELLE

La vente du Matériel, si elle se réalise, aura lieu aux conditions ordinaires et de droit, et en outre, aux conditions suivantes que le PROMETTANT sera tenu d'exécuter :

- Le transfert de propriété du Matériel aura lieu après paiement du prix, et à la Date de Réalisation ;
- L'entrée en jouissance s'effectuera le même jour ;
- Le PROMETTANT prendra le Matériel dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le BENEFICIAIRE pour quelque cause que ce soit ;
- Il paiera, à compter de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et charges de toute nature, assis ou à asséoir sur le Matériel ;
- Et il acquittera tous les frais, droits, taxes consécutifs à la réalisation de la vente.

ARTICLE 6 : FORMALITES ET FRAIS

Les frais, droits et taxes relatifs aux présentes et à leurs suites seront supportés par le PROMETTANT qui s'oblige à leur paiement.

Le PROMETTANT s'engage à accomplir à ses frais toute formalité requise pour la validité de la présente promesse ainsi qu'au regard de toute disposition fiscale applicable et, en particulier, l'enregistrement dans les délais éventuellement prévus.

ARTICLE 7 : DECLARATIONS

Le PROMETTANT et le BENEFICIAIRE déclarent :

- Qu'ils ne font l'objet d'aucune action en nullité ou dissolution ;
- Qu'ils n'ont pas et n'ont jamais été en cessation de paiements, et n'ont fait l'objet d'aucune des mesures prescrites par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et le décret n° 85-1387 du 27 décembre 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises.

ARTICLE 8 : FRAIS - ELECTION DE DOMICILE - JURIDICTION

La loi applicable pour l'interprétation du présent contrat est la loi française.

Tous les frais, droits et taxes relatifs à l'exécution des présentes sont à la charge du PROMETTANT.

De convention expresse, toutes contestations qui pourraient s'élever à l'occasion des présentes seront soumises aux tribunaux compétents de Nanterre, à qui attribution exclusive de juridiction est consentie en tant que de besoin.

En cas de litige, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

Paraphes du représentant du BENEFICIAIRE

Paraphes du représentant du PROMETTANT